Décision : MRC00-00008

Numéro de référence : M99-20864-2

Date de la décision : Le 22 février 2000

Endroit : Québec

Date de l'audience: Le 24 janvier 2000

Présents : M Michel Doré, notaire
Commissaire
Jean Giroux, avocat
Vice-président

Personnes visées :

8-M-30033C-577-P

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
545, boul. Crémazie Est
Bureau 1000
Montréal (Québec)
H2M 2V1

- agissant d'office -

LANGLAIS, Claude
13, 4^e Rang Nord
Saint-Juste-du-Lac (Québec)
G0L 3R0

- intimé -

Procureur de la Commission : M Luc Loiseau
Dans cette affaire, le 8 décembre 1999, la Commission faisait parvenir le
préavis suivant à l'intimé :

« POSTE CERTIFIÉE

Québec, le 8 décembre 1999

**PRÉAVIS D'INTENTION DE RÉÉVALUATION DE COTE ET DE DÉCLARATION
D'INAPTITUDE TOTALE SELON L'ARTICLE 5 DE LA LOI SUR LA
JUSTICE ADMINISTRATIVE
(Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules**

lourds - art. 9, 12, 26 à 38)

Monsieur Claude Langlais
13, 4e Rang Nord
Saint-Juste-du-Lac (Québec)
G0L 3R0

Numéro registre : R-024615-8
Numéro demande : 8-M-30033C-577-P
Nature de la demande : Vérification du comportement

Le ou vers le 15 mars 1999, vous avez produit une demande d'inscription au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds et avez été inscrit avec la cote «satisfaisant» sur la base de l'article 12 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Suivant le rapport des services administratifs de la Commission, il appert que votre entreprise de transport serait, dans les faits, exploitée, dirigée et opérée par monsieur Doris Langlais, de la même adresse.

Or, le 29 avril 1999, la Commission rendait la décision QCVC99-00117 par laquelle, notamment, elle appliquait à M. Doris Langlais, pour une durée de deux ans, la déclaration d'inaptitude totale qu'elle aurait prononcée contre la faillie Transmat Inc., dont il était dirigeant, administrateur et principal actionnaire.

Suivant les informations en notre possession, vous auriez :

- fourni des renseignements faux en regard du paragraphe 1« de l'article 7, en vous identifiant comme exploitant en lieu et place de Doris Langlais;
- mis en péril la sécurité des usagers du réseau routier en laissant la responsabilité des opérations de votre entreprise de transport à une personne déclarée totalement inapte.

La Commission procède à l'examen de votre comportement à titre de propriétaire et d'exploitant de véhicules lourds et exerce le pouvoir prévu notamment par l'article 27, lequel se lit, en partie, ainsi:

«La Commission déclare totalement inapte la personne qui :

- 1) à son avis, a mis en péril, par ses agissements ou ses omissions, la sécurité des usagers du réseau routier ou a compromis l'intégrité de ce réseau;
 - 2) a fourni un faux renseignement au regard des paragraphes 1«ou 3« du premier alinéa de l'article 7;
- (...)

La Commission vous avise donc qu'elle a l'intention de rendre une décision défavorable vous concernant aux fins de:

- réévaluer votre cote et vous attribuer la cote «insatisfaisant»;
- déclarer votre inaptitude totale pour une période de cinq ans.

En conséquence, en vertu de l'article 5 de la Loi sur la justice administrative, nous vous convoquons à une rencontre à nos bureaux du 200, chemin Sainte-Foy, à Québec (G1R 5V5), 7e étage, le 24 janvier 2000, à 10 h, aux fins de nous faire part de vos observations et arguments, le cas échéant, susceptibles de nous convaincre de ne pas réévaluer votre cote et vous attribuer la cote «insatisfaisant» et vous déclarer totalement inapte.

À défaut de vous présenter à cette rencontre ou de nous faire parvenir, d'ici là, vos observations et arguments par écrit, la Commission

pourra rendre sa décision sans autre formalité.

MICHEL PAQUET,
Commissaire

Numéro de téléphone : 1-418-644-0505
Sans frais : 1-888-461-2433
Numéro de télécopieur : 1-418-643-8368

c. c. M Pierre Gimaiel, vice-président, C. T. Q.
Me Luc Loiselle, C. T. Q.

p.j. (1) rapport d'enquête »

Le jour de l'audience, soit le 24 janvier 2000, la Commission constate que l'intimé n'est ni présent ni représenté. La preuve de signification est au dossier.

La Commission est représentée par M Luc Loiselle. Il fait entendre M André Maheux, inspecteur à la Commission. Ce dernier confirme les données du rapport d'enquête du 8 novembre 1999 non contesté.

Il ressort de ce rapport que Transport Claude Langlais est l'autre version de nom associée à celui de M Claude Langlais, aux fins de l'exploitation d'une entreprise de transport. Cette personne a été inscrite au registre de la Commission (NIR : R-024615-8) et s'est vu attribuer la cote « satisfaisant » au 1^{er} avril 1999.

Dans la réalité, M Claude Langlais est une personne sans emploi, analphabète et déficient intellectuel. Il ne peut, dans les circonstances, détenir un permis de conduire, ni administrer une entreprise de transport.

Les faits, tels que rapportés par M Hector Langlais, débutent le 24 septembre 1998 alors qu'il achète un camion de « Camions Thomas Lapointe inc. » pour aider son fils Doris à se sortir de la situation financière précaire dans laquelle se trouve l'entreprise Transmat inc. Puisque cette dernière est à l'époque vouée à la faillite et dans le but de protéger son acquisition, M Hector Langlais désigne son autre fils Claude à titre de propriétaire du camion. Le camion est immatriculé le 15 octobre 1998 avec une plaque LC76241.

De son côté, Mme Huguette Langlais, mère de Doris, formule, par procuration, une demande de licence de camionnage en vrac extraprovinciale au nom de M Claude Langlais afin que Doris puisse en faire l'exploitation (licence 7-Q-512600-001A, délivrée le 23 octobre 1998 à la suite de la décision QCVA98-00658). La catégorie d'usage reliée au camion est alors remplacée le 13 août 1999 et une plaque VR64911 est émise. Les frais d'assurance et d'immatriculation du véhicule sont entièrement supportés par M Doris Langlais. Le camion demeure la propriété réelle de M Hector Langlais d'ici à ce que son fils Doris soit en mesure de lui payer.

M Claude Langlais est en soi un prête-nom, utilisé par Doris Langlais de connivence avec son père, Hector Langlais, afin de lui permettre d'exercer une partie de ses activités de transport et de contourner la conclusion de

la décision QCVC99-00117, rendue le 29 avril 1999, qui imposait à M Doris Langlais, pour une période de deux ans, une déclaration d'inaptitude totale.

VU la teneur du dossier;

VU les éléments de preuve non contestés allégués au préavis du 8 décembre 1999 et au rapport d'enquête joint à ce préavis;

CONSIDÉRANT les dispositions de la *Loi sur la justice administrative* (L. R. Q., c. J-3);

CONSIDÉRANT les dispositions de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L. Q., 1998, c. 40);

POUR CES RAISONS, la Commission :

1. DÉCLARE totalement inapte M CLAUDE LANGLAIS pour la durée maximale prévue par l'article 31 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, à savoir cinq ans.
2. MODIFIE la cote comportant la mention « satisfaisant » de M CLAUDE LANGLAIS et lui attribue une cote comportant la mention « insatisfaisant » pour une période de cinq ans.
3. ORDONNE QUE toute demande à la Commission de l'intimé fasse l'objet d'une enquête et soit soumise à l'attention d'un commissaire.

M Michel Doré, notaire
Commissaire

Jean Giroux, avocat
Vice-président

No de référence : M09-20864-2

Page : 4

NOTE : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie de la présente décision.